

DÉCLARATION INTERRELIGIEUSE: L'heure est au leadership et à l'action

Le 8 mars 2011 (aussi disponible en anglais : theEFC.ca/povertyid)

Rassemblés dans la foi, inspirés par nos traditions respectives et pressés par la conviction qu'il faut prendre soin des personnes dans le besoin à l'intérieur de nos collectivités comme à travers le Canada, nous estimons aujourd'hui que l'heure est venue de collaborer à l'éradication de la pauvreté qui persiste dans notre pays prospère et privilégié.

Aujourd'hui, en effet, des Canadiennes et des Canadiens de toutes les religions, de tous les milieux sociaux, de toutes les régions du pays découvrent des niveaux inacceptables de pauvreté, d'inégalité et d'itinérance, et ils comprennent que l'injustice ne saurait durer.

Mais nous ne pouvons agir chacun de son côté. Résolus à faire tout ce que nous pouvons, nous faisons appel à l'État pour qu'il s'associe à nous afin d'en finir avec la pauvreté.

Nous relevons avec gratitude les nombreuses initiatives positives du gouvernement en faveur des pauvres. Il est réconfortant de constater notamment que la plupart des Canadiens vivent aujourd'hui dans des provinces et des territoires qui ont adopté et mis en œuvre des plans de réduction de la pauvreté. Mais l'heure est venue d'une action d'ensemble, concertée et coordonnée, où les autorités fédérales travaillent en partenariat avec les autres niveaux de gouvernement.

Nous avons pris acte du rapport du Sénat *Pauvreté, logement, itinérance : les trois fronts de la lutte contre l'exclusion*, publié en décembre 2009, et de ses 78 recommandations, qui offrent un tremplin remarquable pour l'action.

Nous sommes aussi vivement encouragés par le bon travail du Comité permanent de la Chambre des communes sur les Ressources humaines, le développement des compétences, le développement social et la condition des personnes handicapées qui a abouti à la publication de son rapport: *Plan fédéral de réduction de la pauvreté : travailler en partenariat afin de réduire la pauvreté au Canada*, déposé en novembre 2010.

En tant que chefs religieux, nous nous sommes réunis à Ottawa quelques jours après que le gouvernement fédéral eut publié sa réaction au rapport du Comité permanent de la Chambre des communes. Nous avons été profondément encouragés de voir des députés de tous les partis travailler si bien de concert pendant trois ans à préparer ce rapport en étudiant, en consultant et en étant à l'écoute les uns des autres et de leurs commettants. Nous avons été déçus de ce que le gouvernement fédéral ne tire aucun parti du consensus pour une action coordonnée, qui ressort du rapport du Comité permanent, et ne réagisse pas sur le fond à ses recommandations.

Nous nous réunissons aussi deux semaines avant le dépôt du prochain budget fédéral. Ce serait l'occasion pour le gouvernement de donner suite concrètement aux recommandations de ces deux rapports de même qu'à l'attention croissante qu'accorde le public à ces questions, et de proposer des mesures de dépenses qui permettent au Canada de commencer à atteindre des objectifs réalistes en matière de réduction de la pauvreté.

Portées par leurs différentes traditions, les communautés croyantes au Canada affirment qu'aucune pratique religieuse ne peut ignorer l'impulsion à cultiver le sens communautaire, le partage et la solidarité avec les personnes pauvres. Nous demandons au gouvernement de présenter des politiques publiques qui défendent les droits de tous et de toutes à la dignité et à la vie en abondance.

D'une seule voix, nous demandons à tous les niveaux de gouvernement de faire de même.

Nous demandons à tous les partis et à tous les candidats aux charges publiques de faire une priorité de la réduction de la pauvreté, et nous appelons tous les croyants et toutes les personnes de bonne volonté à soulever le dossier de la pauvreté auprès des hommes et des femmes politiques et des candidats aux élections.

Nous demandons au gouvernement fédéral d'exercer son leadership et d'élaborer un plan fédéral de réduction de la pauvreté qui coordonne les initiatives fédérales et les plans qui existent déjà ou qui démarrent dans les provinces et les territoires, de légiférer pour garantir l'engagement et la responsabilité fédérale à l'égard des objectifs de réduction de la pauvreté, et d'élaborer une stratégie nationale du logement; et nous demandons à tous les niveaux de gouvernement d'investir des ressources suffisantes pour la sécurité sociale de tous les Canadiens.

En tant que communautés de foi, nous nous engageons à lancer à travers le pays une conversation sur la pauvreté, à approfondir nos engagements et à multiplier les activités qui atténuent la pauvreté, et à collaborer avec d'autres intervenants de bonne volonté pour remédier aux besoins immédiats de ceux et celles qui nous entourent.

Et nous invitons toutes les Canadiennes et les Canadiens à se demander comment, comme familles, comme collectivités et comme pays, nous pouvons tous affirmer par notre façon de vivre ensemble que chacune, chacun mérite d'être traité avec dignité et respect; de faire partie de la communauté; de savoir ce qu'est un foyer; et de découvrir ce que ça veut dire d'avoir de quoi vivre et d'être assuré de ne pas manquer du nécessaire.

L'heure est au leadership. L'heure est à l'action.

Le Conseil canadien des Églises

www.conseildeseglises.ca

La Délégation interreligieuse du Canada au Sommet mondial des religions 2010

www.faithchallenge8.com

L'Alliance évangélique du Canada

www.evangelicalfellowship.ca

Dignité pour toutes

www.dignityforall.ca